

"L'Europe face à sa sécurité" dans Le Soir (28 octobre 1987)

Légende: Le 28 octobre 1987, le quotidien belge Le Soir examine la portée du texte de la "plate-forme sur les intérêts européens en matière de sécurité", adopté la veille à La Haye par les ministres des Affaires étrangères et de la Défense de l'Union de l'Europe occidentale (UEO). L'article souligne l'intérêt de cette initiative prise dans le but de revitaliser l'organisation et de définir une identité européenne de défense.

Source: Le Soir. 28.10.1987, n° 252; 101e année. Bruxelles. "L'Europe face à sa sécurité", auteur:Lefèvre, Pierre , p. 3.

Copyright: (c) Rossel & Cie SA - LE SOIR, Phodoc, Brussel, 2008

Le présent article est reproduit avec l'autorisation l'Editeur, tous droits réservés. Toute utilisation ultérieure doit faire l'objet d'une autorisation spécifique de la société de gestion Copiepresse info@copiepresse.be

URL: http://www.cvce.eu/obj/l_europe_face_a_sa_securite_dans_le_soir_28_octobre_1987-fr-3062194c-8974-49f5-9b4c-ee2b705ecabb.html

Date de dernière mise à jour: 22/06/2015

L'Europe face à sa sécurité

Le pilier européen de l'Alliance vient de prendre un peu plus de consistance. La mesure, la timidité même du pas que les ministres de l'Union de l'Europe occidentale viennent d'accomplir à La Haye se traduit jusque dans les mots: ils ont adopté non une «charte» comme le proposait voilà bientôt un an M. Chirac, mais une simple «plate-forme». Il reste qu'en adoptant un texte définissant une doctrine commune de défense, près de trente ans après l'échec de la Communauté européenne de Défense et trois ans après l'annonce d'une revitalisation de l'UEO, les sept pays membres de cette union viennent de donner un commencement d'identité à l'Europe de la sécurité.

Fruit d'une volonté de plus en plus large de construire l'Europe politique, cette évolution est aussi, peut-être surtout, le résultat de contraintes extérieures: d'une part, le choc du sommet de Reykjavik, où les Européens ont vu le président américain renoncer sans aucune consultation aux fondements de la doctrine – réponse flexible et dissuasion nucléaire – sur laquelle l'Alliance atlantique et l'Europe fondaient leur sécurité; d'autre part, la volonté croissante des Etats-Unis, placés sous une singulière pression budgétaire, de mieux répartir le fardeau financier de l'effort commun de défense.

Adhésion politique

Le mouvement s'observe à différents niveaux. Celui de la coopération internationale, en particulier dans les seuls cadres institutionnels actuellement adéquats c'est-à-dire au sein même de l'OTAN ou à travers l'UEO, plus indépendante. Autre signe de l'évolution des esprits, c'est également dans le cadre de celle-ci que les ministres de sept pays européens cherchent à coordonner leur action militaire «hors zone» dans le Golfe. Avec prudence. Il s'agit de ne pas heurter le partenaire américain, ni de donner prétextes et arguments à ceux qui, aux Etats-Unis, préconisent le retrait du Vieux Continent. Entre la dépendance et l'autonomie, la recherche d'une identité propre est d'autant moins aisée que chaque pas vers l'émancipation peut se mesurer à l'échelle budgétaire.

Cette évolution n'en recueille pas moins une adhésion politique qui s'élargit. Comme pour encourager les ministres réunis à La Haye, le Parlement européen vient de se prononcer à une très large majorité pour une plate-forme politique de la défense européenne qui mettrait notamment l'Europe sur pied d'égalité avec les Etats-Unis au sein de l'OTAN, qui viserait à l'équilibre des forces entre l'Est et l'Ouest et qui chercherait à dépasser l'opposition des blocs et la division du continent.

Mais c'est surtout sur le plan bilatéral que le futur canevas d'une défense européenne se tisse, la France en étant le principal artisan. Recherche d'une coordination des forces nucléaires nationales avec la Grande-Bretagne en vue d'établir un jour une dissuasion proprement européenne; accords militaires avec l'Italie et l'Espagne pour renforcer le flanc méditerranéen; et coopération assidue avec la RFA (manœuvres «moineau hardi» et projets de brigade et de conseil de défense communs notamment) face à l'Est. Le fait le plus marquant de cette volonté de coopération réside sans doute dans la révision que Paris semble avoir entreprise de sa propre doctrine de défense, s'ouvrant – cela a dominé le dernier voyage de M. Mitterrand en RFA – à l'idée d'étendre sa protection nucléaire au territoire allemand.

Au niveau plus concret de la collaboration industrielle en matière de défense, les progrès paraissent encore assez rares, et les échecs plus nombreux que les succès. Le souci d'harmoniser davantage les programmes militaires fait néanmoins son chemin.

Et réticences

Cela dit, aux handicaps techniques, économiques ou institutionnels qui ralentissent l'émancipation européenne sur le terrain de la sécurité, s'ajoutent nombre de freins politiques qui augurent de bien d'hésitations encore. Outre les limites étroites dans lesquelles les Etats-Unis et l'OTAN laisseront l'Europe trouver son identité de défense, les réticences des pays européens eux-mêmes, en particulier à l'égard d'un leadership français trop affirmé, contribuent à l'inertie. Les autres grands européens voient d'un mauvais oeil que Paris, certes seule puissance nucléaire européenne réellement autonome, mais aussi le mauvais

élève de l'Alliance atlantique, s'attribue un rôle disproportionné.

Les impératifs de politique intérieure peuvent apporter d'autres difficultés. Ils expliquent les réserves italiennes sur la portée du document approuvé à La Haye, dues aux ambitions présidentielles de M. Giulio Andreotti. La détermination française pourrait elle-même souffrir de la cohabitation. Le président de la République et le ministre de la Défense, MM. Mitterrand et Giraud, s'ils semblent l'un et l'autre acquis à l'idée d'ouvrir le sanctuaire national, ne paraissent pas partager la même conception du sort qu'il faut réserver aux forces pré-stratégiques françaises.

Faut-il enfin associer à l'UEO d'autres pays qui souhaitent y adhérer, l'Espagne, le Portugal et la Grèce, membres de la CEE, ou la Turquie et la Norvège, membres de l'OTAN. «Pour ce faire, a indiqué M. Tindemans, ces pays devront accepter la plate-forme telle qu'elle a été définie ce mardi à La Haye». Mais certains d'entre eux sont hostiles à l'arme nucléaire, dont le rôle vient d'être réaffirmé...

L'Europe, dans sa quête d'identité, aura bien du mal à suivre la cadence avec laquelle Washington et Moscou remettent en question à la fois leurs relations et leurs stratégies.

PIERRE LEFEVRE